



Extrait du CIDR

<http://cidr.org/OUGANDA-Donnees-generales,558.html>

OUGANDA - Données générales - Situation intérieure - Politique extérieure

- Activités - Programmes de développement - Dossiers pays -

Date de mise en ligne : lundi 21 juin 2010

Description :

Vingt ans de guerre civile ont ruiné le pays, qui reconstitue aujourd'hui son potentiel de façon inégale selon les régions. Le nord-est reste une zone frontalière d'insécurité et le Centre se remet lentement. C'est le sud du pays qui a le plus rapidement repris, accentuant encore des contrastes sociaux et économiques qui sont une des origines de la longue période de troubles.

Copyright © CIDR - Tous droits réservés

Source : Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

Dernière mise à jour : 28/04/10

Données générales

Données géographiques

Nom officiel : République d'Ouganda

Superficie : 236 860 km²

Capitale : Kampala

Villes principales : Jinja, Entebbe, Mbarara, Mbale, Soroti, Masaka, Gulu

Langue officielle : Anglais

Langues courantes : anglais, luganda, swahili

Monnaie : shilling ougandais (1 eur = 2817 UGX)

Fête nationale : 9 octobre

Données démographiques

Population : 32,3 millions d'habitants

Densité : 136 hab/km²

Croissance démographique : 3,57%

Espérance de vie : 52 ans

Taux d'alphabétisation : 66 %

Religion : Catholiques (45 %) protestants (40 %) musulmans (10 %), autres 5 %

Groupes ethniques : Mandé (Bambara, Malinke, Soninke) 50 %, Peul 17 %, Voltaïque 12%, Songhaï 6%, Touareg et Maure 10 %, autres 5 % (CIA World Factbook)

Indice de développement humain : 157ème sur 177 (Banque mondiale, 2009)

Données économiques

PIB : 20,20 millions de US \$ (EIU, 2010)

PIB par habitant : 1426 \$ (EIU, 2010)

Taux de croissance : 7 % (EIU, 2010)

Taux de chômage : 6,9 % (PNUD, 2009)

Taux d'inflation : 9,1 % (EIU, 2010)

Solde budgétaire : -3% du PIB

Balance commerciale : -599 M \$US (EIU, 2010)

Principaux clients : Soudan (14,3%), Kenya (9,5%), Suisse (9%), Rwanda (7,9%), autres (59,3%)

Principaux fournisseurs : Emirats Arabes Unis (11,4%), Kenya (11,3%), Inde (10,4%), Chine (8,1%), autres (58,8%)

Part des principaux secteurs d'activités dans le PIB : agriculture (2,5 %), industrie(6 %), services (9,2 %)

Exportations de la France vers l'Ouganda : 41,1 MEuros (ME)

Importations françaises depuis l'Ouganda : 63,1 MEuros (ME)

Consulat général de France : Kampala

Communauté française au Mali : 250 immatriculés (DFAE, 2009)

Communauté malienne en France : 130 résidents autorisés à séjourner en France (DFAE, 2009)

++++

Situation intérieure

Situation politique

- ▶ L'avènement de Museveni en 1986 met ainsi un terme à quinze années de guerre civile. Il instaure un régime de « démocratie sans parti » ou « mouvement system », censé canaliser les tensions politiques et confessionnelles à l'origine des années de guerre civile. Ce système est plébiscité, le 29 juin 2000, par un référendum remporté par le pouvoir à plus de 90 % des voix.
- ▶ Le chef de l'Etat a conforté son pouvoir en remportant les élections présidentielles de 1996 puis de 2001 (69% des voix) et les législatives du 26 juin 2001 (189 sièges sur 214). Un référendum entérine le multipartisme (juillet 2005), sous la pression d'une société civile organisée. En contrepartie de cette ouverture, le président obtient une autre modification de la Constitution qui lui permet de briguer un troisième mandat. Le candidat-président remporte les premières élections présidentielles et parlementaires multipartites le 23 février 2006.
- ▶ L'opposition au président Museveni, qui est restée divisée pendant la campagne de 2006, a tout de même profité de l'ouverture politique. Le principal opposant, Kizza Besigye, leader du Forum for Democratic Change (FDC), a été victime de procédures judiciaires. Le Président doit désormais composer avec une opposition officielle qui a des élus locaux et des relais dans la population. Toutefois le FDC est très divisé (il semble qu'il y ait une lutte larvée entre factions du nord et du sud) et le Parti Démocratique s'est scindé.
- ▶ Aujourd'hui, l'opposition, qui s'est récemment fédérée, n'a pas de réel programme ni de véritable leader politique. Le chef du Forum pour le Changement Démocratique, Kizza Besigye, (indépendant et issu des rangs du régime), est toujours sous le coup d'une accusation de haute trahison lancée à son encontre durant la précédente campagne présidentielle de 2006.
- ▶ Les prochaines élections présidentielles et parlementaires auront lieu entre février et mars 2011. Le Président Museveni, qui dirige l'Ouganda depuis vingt-quatre ans, peut briguer un quatrième mandat grâce à la révision de la constitution et à sa récente investiture aux primaires de son parti (le National Resistance Movement).
- ▶ En ce qui concerne la situation dans le nord du pays, le conflit avec la rébellion de l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), qui a débuté en 1986, dans le Nord du pays (zones Acholi et Langi) a fait des dizaines de milliers de morts, 1,5 million de déplacés et créé une situation humanitaire catastrophique. Des pourparlers de paix entre la LRA et le gouvernement ougandais ont été engagés, sous médiation sud-soudanaise, en août 2006 et ont débouché, le 26 août, sur la signature d'un accord de cessation des hostilités. Sept autres accords ont été signés avec succès dont, en février 2008, un accord de cessez-le-feu permanent, un accord de DDR (désarmement, démobilisation, réconciliation), une annexe à l'accord DDR prévoyant l'adaptation du système judiciaire en vue de juger les crimes de guerre, un accord de mise en application de solutions globales (retour des déplacés, plan de relèvement du nord, fonds d'aide aux victimes de la guerre), un accord sur des mécanismes de contrôles. Ces accords ont permis de ramener la paix et la sécurité dans le nord ; plus de la moitié des réfugiés a déjà rejoint leurs villages. Le plan de reconstruction et de relèvement du nord a été lancé. La situation humanitaire s'améliore.
- ▶ La signature d'un accord final de paix a été reportée plusieurs fois au cours de l'année 2008, du fait de l'absence du chef de la LRA, Joseph Kony, qui semble vouloir se soustraire à toute forme de justice. L'un des points

d'achoppement reste, en effet, l'application des mandats internationaux lancés en juillet 2005 par la CPI (à la demande de Kampala) contre cinq leaders de la LRA dont Kony. Ayant épuisé toutes les voies pacifiques pour amener Kony à signer l'accord final de paix, le gouvernement ougandais a lancé, le 14 décembre 2008, l'opération Lightning Thunder contre les bases de la LRA en RDC. Cette opération menée en collaboration avec les armées congolaise et sud-soudanaise, n'a pas, à ce jour, permis d'arrêter le chef du mouvement ni de mettre un terme à la rébellion, sans cesse en mouvement dans la région. Les représailles de la LRA ont été terribles : 800 morts, 100 000 déplacés et 160 enfants enlevés. L'opération a cependant conduit à la destruction des bases et des stocks d'approvisionnement de la des rebelles, les plaçant dans une situation de grande précarité. La LRA ne se trouve plus sur le territoire ougandais. Toutefois, les autorités demeurent vigilantes quant à une possible résurgence en provenance du Soudan et de ses environs. Les USA financent en outre un corps expéditionnaire ougandais pour traquer ces rebelles (RCA). Joseph Kony reste à ce jour introuvable mais toujours activement recherché (coopération des armées ougandaise et centrafricaine).

Situation économique

- ▶ Vingt ans de guerre civile ont ruiné le pays, qui reconstitue aujourd'hui son potentiel (taux de croissance jusqu'à 10% en 1995) mais de façon inégale selon les régions. Le nord-est reste une zone frontalière d'insécurité et le Centre se remet lentement. C'est le sud du pays qui a le plus rapidement repris, accentuant encore des contrastes sociaux et économiques qui sont une des origines de la longue période de troubles.
- ▶ Le pays possède des ressources naturelles importantes, incluant des sols fertiles, des pluies régulières et d'importants gisements miniers de cuivre et de cobalt.
- ▶ Le plus important secteur de l'économie est l'agriculture, qui emploie plus de 80% des travailleurs. La principale culture destinée à l'exportation est le café, qui assure la plus grande partie des revenus de l'exportation. Depuis l'arrivée du Président Museveni, le pays - avec le soutien des pays étrangers et d'organismes internationaux - a connu une période de stabilité économique caractérisée par une croissance moyenne de 6,5 % par an. Des réformes ont été entreprises en vue d'encourager les investissements (libéralisation du commerce et privatisation, réforme monétaire). Le pays souffre toutefois d'une médiocre gouvernance, d'une forte corruption et d'une faiblesse du respect des normes judiciaires, dans le domaine public comme privé.
- ▶ Après une année 2009 assez décevante, la croissance montre des signes de redressement pour s'établir à 6 % au premier trimestre 2010. Elle reste toutefois insuffisante au regard d'un taux de croissance démographique exceptionnellement haut du pays (3,57 %) et d'un taux d'inflation au plus haut (12,9 %) fin 2009 mais en phase de diminution (8,6%) fin mars 2010. Le moteur de la croissance ougandaise réside dans la demande domestique (consommation des ménages et investissement du secteur privé). Les secteurs porteurs sont la construction (réhabilitation des infrastructures ougandaises, mais aussi forte demande de matériel de construction en provenance du Sud-Soudan) et les communications. La situation énergétique devrait s'améliorer avec la production électrique de la centrale de Bujagali en cours de construction.
- ▶ Des insuffisances demeurent : le secteur financier doit s'améliorer pour canaliser l'afflux de devises étrangères (en forte progression en 2008 mais en chute en 2009). Le deuxième enjeu tient dans l'amélioration d'infrastructures de base très insuffisantes. Classé 157ème sur 177 pour l'IDH en 2009 (en recul de 32 places), l'Ouganda reste un pays pauvre (classé parmi les PMA). Le taux de pauvreté est toutefois en net recul avec 29% en 2008 (31 % en 2006) ; il reste néanmoins élevé dans les districts du nord (60 %).
- ▶ En matière de finances publiques, on note une bonne maîtrise des dépenses, grâce à une planification plus rigoureuse et la mise en place d'un système de contrôle. La suppression des aides budgétaires décidée par certains bailleurs, du fait des faiblesses de la gouvernance, est compensée par l'augmentation des recettes fiscales (en hausse régulière) qui atteignent 14,5 % du budget en 2009 et les flux de capitaux privés. On note une forte augmentation de l'activité boursière.
- ▶ Avec 2,3 MdsEuros d'aide publique au développement, l'Ouganda est l'un des pays les plus aidés d'Afrique. La Banque Mondiale vient en tête. Les principaux bailleurs bilatéraux sont le Royaume-Uni (70 M £ par an), les Etats-Unis (32 M\$) et le Japon. L'Union européenne consacre à l'Ouganda 439 MEuros (enveloppe A) et 21,9 MEuros (enveloppe B) dans le cadre du 10ème FED (contre 246 MEuros dans le cadre du 9ème FED). L'Ouganda

est l'un des laboratoires de l'initiative PPTE. Il bénéficie dans ce cadre d'un allègement de dette de plus d'un milliard de dollars, soit une réduction de 50 % de son endettement.

- ▶ Le commerce extérieur est structurellement déficitaire malgré une forte hausse des exportations. Les trois principaux postes d'exportation sont le café, le poisson et l'or, l'Ouganda important essentiellement des équipements automobiles et industriels, des produits alimentaires et du pétrole.
- ▶ L'Ouganda est membre fondateur de la Communauté Est-Africaine, organisation régionale à visée économique puis politique, en plein essor.

++++

Politique extérieure

- ▶ L'aide internationale est importante (800 M\$ par an). L'Ouganda a été le premier bénéficiaire des initiatives de réduction de la dette (PPTE 1 en 1998 et 2 en 2000).
- ▶ Impliqué de longue date dans la crise des Grands Lacs (soutien au FPR en 1990-94 puis à L.D Kabila en 1996-97, occupation de l'Ituri en 1998) l'Ouganda s'est retiré d'Ituri en avril 2003, sous la pression internationale.
- ▶ Les relations avec Kigali se sont améliorées grâce à la médiation de la Grande-Bretagne et à l'action des Etats-Unis au sein de la commission tripartite (rapprochement scellé par la visite du Président Kagame à Kampala le 1er octobre 2006). Mais les fondements de la défiance demeurent : rancune personnelle entre le président Museveni et le président rwandais ; lien entre Kampala et les milieux affairistes en Ituri, présence de rebelles ougandais (LRA, ADF/NALU) dans l'Est de la RDC ; questions frontalières sur les rives du lac Albert, riche en ressources pétrolières et gazières (accrochages meurtriers entre les troupes ougandaises et congolaises en août et septembre 2007).
- ▶ Le Rwanda et l'Ouganda ont montré une réelle volonté de régler leurs différends par le dialogue : visite croisée des ministres des Affaires étrangères congolais et ougandais (2007) ; rencontre entre les Présidents Museveni et Kabila à plusieurs reprises entre 2007 et 2009 ; renouvellement en janvier 2008 de l'accord sur l'exploitation et la transformation des hydrocarbures ; accord sur la délimitation de la frontière fin mars 2008. Cette coopération a connu une nouvelle dynamique avec le lancement fin décembre 2008 d'une opération militaire conjointe des forces armées congolaises, ougandaises et sud-soudanaises contre les rebelles de la LRA présents en RDC (opération qui pris fin mi-mars avec le retrait de troupes ougandaises engagées sur le sol congolais).
- ▶ Les relations avec Kinshasa s'améliorent, mais l'exploitation du pétrole dans le lac Albert et le partage des ressources demeurent mais la pierre d'achoppement de leurs relations.
- ▶ Si les relations de l'Ouganda avec le Sud-Soudan sont marquées par la confiance, cette région et son vice-président jouant un rôle actif de médiation dans les pourparlers de paix de Juba, les relations restent en revanche tendues avec Khartoum.
- ▶ Le contentieux opposant le Kenya et l'Ouganda sur l'îlot de Mizingo (sur le lac Victoria) est en cours de résolution. Les deux gouvernements ont choisi de privilégier la voie diplomatique comme en témoigne l'accord signé par les deux chefs d'Etat, le 29 avril 2009. C'est apparemment l'opposition kenyane qui médiatise et amplifie ce différend pour mettre en porte à faux le président Kibaki (les pêcheurs appartiennent à la même ethnie luo que le Premier ministre Odinga).
- ▶ Engagés en octobre 2004, la Commission tripartite plus poursuit ses travaux sous facilitation américaine. Elle a permis l'émergence d'un dialogue entre la RDC, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi sur les questions sécuritaires, même si ses résultats concrets sont encore insuffisants.
- ▶ Kampala est un acteur clé et s'engage de manière croissante dans la résolution des conflits régionaux. Le pays accueillera la prochaine étape de formation de forces somaliennes : il déploie 1600 hommes en Somalie dans le cadre de l'opération de maintien de la paix de l'Union africaine (AMISOM).
- ▶ L'Ouganda cherche à devenir un acteur international. Après avoir exercé, en 2007, la présidence tournante de l'EAC, présidé le Commonwealth ainsi que le Conseil des Ministres de l'Organisation de la Conférence Islamique, la candidature de l'Ouganda à un siège de membre non-permanent du conseil de sécurité pour le biennium 2009-2010

a été endossé par l'UA et l'OCI.

Relations bilatérales

Relations politiques

- ▶ Affectées par le passé du fait de la politique extérieure de Kampala (interventions en RDC), ces relations sont redevenues denses et confiantes.
- ▶ L'aéroport d'Entebbe en Ouganda a servi de base logistique à l'opération de l'Union européenne en Ituri (Artémis). La France a apprécié la coopération des autorités ougandaises. Depuis 2006, plusieurs visites ont eu lieu : visite de M. Douste Blazy dans le Nord de l'Ouganda (2006), visite de Sam Kutesa, ministre des affaires étrangères ougandais, à Paris (2006) et visite de Isaac Musumba, ministre délégué à la coopération régionale d'Ouganda à Paris, (fév. 2010).

Relations économiques

- ▶ L'Ouganda est un partenaire commercial modeste pour la France : il est notre 108ème fournisseur et notre 135ème client. La France est toutefois son 3ème client.
- ▶ La croissance des exportations françaises s'est beaucoup réduite en 2007 après les grosses commandes ougandaises de produits pharmaceutiques en 2005 pour s'établir à 41,1 MEuros. Le premier poste d'exportation pour la France (22,5 MEuros) reste les équipements électriques et électroniques.
- ▶ La balance commerciale ougandaise se trouve excédentaire avec la France mais en léger recul, à 22 MEuros, les importations demeurant stables à 63 MEuros.
- ▶ En matière d'investissements, la France se situe à une bonne place. En décembre 2008, le groupe Orange a annoncé son entrée sur le marché ougandais de la téléphonie mobile (100MEuros). Cet investissement vient s'ajouter à la montée en puissance de Total Distribution et des ciments Lafarge. Le flux d'investissement français devrait ainsi s'établir à 230 MUSD sur un flux total de 900 MUSD, plaçant la France dans le peloton de tête des investisseurs étrangers. Parmi les autres entreprises françaises présentes sur place, on compte Elf, Thalès, AGS et Alcatel.

Coopération culturelle, scientifique et technique

- ▶ En matière d'aide, la France se situe au 13ème rang des bailleurs. Dans le cadre de l'initiative PPTE, la France a annulé la totalité de la dette au titre de l'APD (12 MEuros) par le biais de deux contrats de désendettement et de développement (C2D) pluriannuels, mis en place par l'AFD et tous deux centrés sur la santé. Le premier (3,2MEuros) a été clôturé en 2005.
- ▶ L'AFD a déjà mené des réalisations dans les domaines de la formation professionnelle, de l'adduction d'eau potable (bourgs ruraux du Centre Sud), de projets d'équipements collectifs d'assainissement (bidonvilles de Kampala) et a mis en oeuvre un premier C2D santé (centré sur le SIDA, pauvreté). L'agence se concentre aujourd'hui sur l'exécution du 2ème C2D (8,1 MEuros), sur un projet de structuration des filières agricoles (0,6 MEuros), le barrage hydroélectrique de Bujagali et la centrale de 250 MW (12,8 MEuros) qui doivent entrer en fonction en 2011. L'agence instruit actuellement un prêt de 36MEuros dans le domaine de l'eau (à Kampala).
- ▶ Le cumul des investissements en cours de PROPARCO en Ouganda se monte à 84 MEuros et concerne principalement le secteur énergétique (barrage de Bujagali), le secteur financier (lignes de crédit bancaire à des banques internationales et locales) et les entreprises (hôtellerie et téléphonie).
- ▶ La coopération civile française (190 000 Euros) est mobilisée dans les secteurs de l'enseignement du français (environ 64 000 apprenants de français) et un appui à l'alliance française. Il y a en outre un FSD de 0,5 MEuros pour soutenir des actions de proximité. Au niveau régional, l'Ouganda bénéficie du projet « Sécurité sur le lac Victoria »

(0,61 MEuros) dans le cadre de l'accord signé en 1999 par le ministre délégué à la Coopération avec la communauté d'Afrique de l'Est (EAC) et d'une contribution de 25000 Euros au fonds multibailleurs pour le développement du Lac Victoria.